Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles

Comité plénier

Compte rendu de la réunion du 20 décembre 2017

Participants :

M. David MARGUERITTE, représentant M. MORIN, Président de Région, Co-Président du CREFOP
Mme BUCCIO, Préfète de région, Co-Présidente du CREFOP

Mme BERRIVIN Solène	Rectorat	M. BERNARD Jean-Marie	CRN
M. DAUMAS Fabrice	DRJSCS	Mme KURDZIEL Marie-Françoise	CRN
M. DIDIER Emmanuel	Rectorat	M. MILLET Marc	CRN
M. ERMEL Yannick	DRAAF		
M. GENET Ludovic	DRAAF	Mme BOSSELIN Patricia	CRN
M. LAGRANGE Philippe	DIRECCTE	Mme DAUTREY Clarisse	CRN
M. LE GRILL Pierre	DRJSCS	Mme GALLOIS Frédérique	CRN
M. MANIVIT Alain	ARS	Mme HAVELETTE Françoise	CRN
M. de MOREL Eudes	Préfecture	Mme LANCIAU Camille	CRN
M. ROLLAND Denis	Rectorat	M. LEMOUCHE Denis	CRN
M. RUDANT Gaëtan	DIRECCTE	Mme LINGLIN Isabelle	CRN
		M. MAILLARD Aurélien	CRN
		Mme QUILLIEN Joëlle	CRN
M. ABIDI Raouf	UNSA		
Mme BELIER DE FROMONT	FRSEA		
M. BELOUET Jean-Marc	CPME	Mme ERCOSMAN Agnès	Crefor
M. BESUELLE Pascal	FSU	M. BERTON Benjamin	Ndie Université
Mme BOULIER Anne-Michèle	CFE CGC	M. CHEVALIER Luc	Crefor
Mme BOUSSUMIER Laetitia	CCIR	Mme CHONG WA NUMERIC	Pôle Emploi
M. CHIEU Sébastien	CGT	Mme LEFEVRE Isabelle	Apec
M. CHOULANT Jean-Paul	CFDT	M. LEFEVRE Christophe	Pôle Emploi
M. DUFOUR Pascal	U2P	M. MARTIN Matthias	Onisep
M. DUFROY Jean	CFE CGC	Mme SAINTEMARIE Sylvie	ARML
Mme DURAND Françoise	MEDEF		
M. DUTILLOY Olivier	CMPE	Invités :	
M. FAUCON Philippe	FRSEA	M. LEMOUCHE Gérard	CESER
M. FELDHOFFER Gerhard	CFTC	M. METAIRIE Silvine	CNCP
Mme HENRY Françoise	FO		
M. KOLTALO Jean-Denis	CRMA	Secrétariat permanent :	
Mme LAMY-CADIOU Mireille	CRAN	Mme GUILLAUME Cécile	Errefom
M. LEQUIN Thierry	CFE CGC	M. LAOUENAN Laurent	Errefom
M. MESLIN Jean-Denis	CRMA		
M. PIRANDA Jean-Marie	MEDEF		
M. RICCI Gilles	CGT		
Mme ROCHE Dominique	UDES		
M. SALVI Pierrick	FO		
M. SCELIN Philippe	CPME		
M. VARTERESSIAN Olivier	MEDEF		

Mme BUCCIO et MARGUERITTE, en l'absence de M. MORIN, co-président le Comité Plénier.

M. MARGUERITTE remercie les membres présents et relaie quelques éléments d'actualité, notamment, la signature d'une convention entre la Région et Pôle Emploi. M. MARGUERITTE souligne le caractère innovant de cette convention comprenant un volet numérique important.

M. MARGUERITTE évoque également l'animation territoriale partagée entre la Région et l'Etat, qui s'organise désormais de manière opérationnelle, dans le prolongement de nos documents de cadrage régionaux, SRE et CPRDFOP en particulier.

M. MARGUERITTE évoque également les réformes en cours : sur la formation professionnelle le dialogue est positif avec Mme la Ministre, au niveau du plan d'investissement sur les compétences ; sur l'apprentissage, la situation est compliquée. M. MARGUERITTE apprécie le soutien de plusieurs partenaires régionaux : la Chambre des métiers, l'U2P, l'ARDIR, la CGT, la FSU...la branche du Bâtiment a soutenu la Région : c'est la seule en France. MEDEF et CPNE au niveau national soutiennent la position de l'Etat. Les Régions veulent quitter la concertation au niveau national. Si les évolutions envisagées devaient demeurer, les Régions de France sortiront des investissements et des aides aux apprentis. Toutes les Régions ont gelé actuellement leurs investissements. M. MARGUERITTE souligne la capacité de développer une politique régionale active en mesure d'inverser les tendances nationales et précise qu'avec l'implication de la Région dans sa politique de soutien à l'apprentissage, nous avons + 5 à +7% d'apprentis en Normandie quand la tendance nationale est à -0,8%.

M. MARGUERITTE évoque également la nécessité d'une politique d'orientation renouvelée. Ce sera un chantier prioritaire en 2018. Le CREFOP sera là pour en débattre. Il conviendra d'engager de nouvelles expérimentations (les lycées du futur par exemple) en Normandie.

Mme BUCCIO rappelle que l'Etat et la Région avancent ensemble pour la Normandie. Les propos tenus au titre de la négociation nationale relèvent davantage des échanges en cours entre le Ministère et Régions de France. Les préoccupations du Crefop sont régionales. Ce n'est pas le lieu où se fera la réforme, même si le Crefop est une instance de concertation. Mme la Préfète sera à l'écoute et en contribution sur les échanges à venir sur nos dossiers régionaux.

M. ROLLAND informe les membres du Crefop qu'il est désormais Recteur des deux académies de Caen et de Rouen. C'est un élément qui renforcera encore davantage la concertation, le travail collectif et la solidarité entre les acteurs en région évoqués par Mme la Préfète et M. le Vice-Président de Région. M. le Recteur confirme l'intérêt à porter au concept de lycée du futur, qui contribuera à l'attractivité de notre région.

Validation du compte rendu du Comité Plénier du 27 octobre 2017 :

Le compte rendu est adopté à la majorité (1 abstention).

Carte des formations :

Mme BOSSELIN présente la carte des formations rentrée scolaire 2018 projetée pendant la séance (cf document consultable sur le site du Crefop)

La parole est donnée à M. BESUELLE pour la FSU (cf déclaration jointe en annexe).

M. VARTERESSIAN porte ensuite à la connaissance des membres du Crefop l'avis du Coparef sur la carte des formations (cf déclaration jointe en annexe).

M. MARGUERITTE souhaite un débat lors du prochain Bureau du Crefop afin d'améliorer la procédure. La Région justifiera prochainement, auprès des branches professionnelles, les avis émis.

M. ROLLAND propose une organisation des réseaux d'établissements par filière afin de se rapprocher des branches et de mieux prendre en compte les besoins des territoires.

M. CHOULANT souligne la qualité des tableaux et des documents remis ainsi que le travail réalisé par les équipes de la Région. Il souhaite néanmoins une meilleure concertation entre les branches professionnelles et le Rectorat en amont du dépôt des dossiers. Les demandes des Etablissements Publics Locaux d'Enseignement doivent davantage s'appuyer sur les besoins des territoires.

M. G. LEBOUCHER rappelle que le CESER a produit des données sur la mixité, accompagnées de mises en garde (notamment le volet salarié oublié par les branches).

M. DUFOUR précise que les CPREF constituent des lieux adaptés pour aborder le sujet de la mixité : il existe plus d'expériences négatives que d'expériences positives. Pour avoir une réelle réflexion, il faut regarder qualitativement et positivement ce qui a été fait et ce qui pourrait être effectué. Ce travail pourrait être accompli par le Bureau du Coparef.

M. BERTON précise que c'est la mixité des publics qui a permis de développer l'alternance à l'Université via le contrat de professionnalisation. La mixité des publics, dans certaines conditions, telles que des aménagements pédagogiques pertinents, est un excellent moyen de développer l'alternance.

M. SCELIN souligne l'intérêt, dans le cadre des modalités opératoires, d'identifier les zones interprofessionnelles afin d'avoir un regard efficient sur ce sujet.

La parole est donnée à M. CHIEU pour la CGT (cf déclaration jointe en annexe).

En ce qui concerne le calendrier, M. ABIDI rappelle que les Conseils Académiques de l'Education Nationale se sont réunis avant le Comité Plénier du Crefop ; la carte des formations a donc été présentée avant qu'elle soit soumise au vote du Crefop. Il regrette par ailleurs que de nombreux dossiers n'aient pas reçu les avis des branches alors qu'il y a nécessité, pour les établissements scolaires, d'avoir un avis des réseaux. Dans l'intérêt de tous, M. ABIDI suggère de revoir le calendrier et d'améliorer la procédure.

Par ailleurs, M. ABIDI exprime sa préoccupation quant au devenir des lycées professionnels : les ouvertures dans l'Education Nationale proposées dans la carte des formations diminuent de façon significative, en pourcentage de places, en 2018 comme c'était le cas en 2017. Les fermetures inquiètent considérablement les lycées professionnels.

M. DIDIER précise que la mixité concerne seulement 30 places sur 1 000 places ouvertes. Il souligne qu'il existe deux possibilités de mixité et qu'il ne faut pas les mélanger : la mixité des publics et la mixité des parcours. Une concertation a eu lieu avec les entreprises du territoire sur la mixité des parcours afin que les jeunes aient un premier niveau de compétences avant d'être accueillis dans les entreprises et qu'ils atteignent un âge les autorisant à œuvrer sur des machines dangereuses.

En ce qui concerne le BTS emboutissage à Flers, un travail de proximité a été mené avec les entreprises qui s'engagent à prendre 8 jeunes apprentis.

M. DIDIER informe les membres du Crefop que 200 places sont disponibles en BTS sous statut scolaire (pour l'Education Nationale).

En ce qui concerne la mixité, le Rectorat a déjà proposé au Crefop d'apporter une expertise de formation, ce qui pourra être fait lors d'un prochain Bureau ou d'un prochain Comité Plénier.

M. ROLLAND rappelle qu'il n'y a pas de fermetures cette année en lycées professionnels mais des redéploiements.

La mixité est un projet complexe à accompagner à tous les niveaux. Il faut en évaluer l'efficacité sur plusieurs années à travers l'insertion professionnelle des jeunes sous statut scolaire et des jeunes sous mixité. Pour M. ROLLAND, l'idéal des 2 groupes (sous statut scolaire et en mixité) est difficilement réalisable au vu du maillage des établissements et des formations.

Concernant les conditions d'accueil des bacheliers professionnels dans les BTS sous statut scolaire, M. CHIEU fait remarquer qu'aucun aménagement n'a été financé. Ils sont accueillis dans les mêmes conditions que les bacheliers généraux et technologiques.

M. le Recteur conteste le terme de sélection pour les études post-BAC, il s'agit d'accompagnement. Il est inadmissible que seulement un tiers des étudiants qui entrent à l'Université obtiennent leur licence. Il juge inacceptable la sélection par tirage au sort. Avec la nouvelle plateforme d'admission dans l'enseignement supérieur Parcoursup (qui remplacera APB), l'étudiant aura toujours le dernier mot.

Le Rectorat va travailler à maintenir les élèves dans la formation, il y a trop de décrocheurs en BTS entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année.

M. ROLLAND souhaite un travail commun afin qu'il y ait un avenir pour les trois BAC existants, professionnel, technologique et général : chacun a le droit à un avenir dans le parcours de formation qu'il a choisi.

Dans cette idée de prolongation des parcours des filières professionnelles et technologiques, une prépa spécialisée sera ouverte cette année à Caen afin de permettre à des titulaires de BTS et de DUT de rejoindre des filières d'ingénieurs. Il est essentiel de tirer vers le haut l'avenir des jeunes qui choisissent leur voie de formation et leur méthode de formation.

En ce qui concerne la mixité (publics et parcours), Mme QUILLIEN rappelle que l'évaluation va être engagée. Une rencontre avec le Rectorat est prévue afin d'élaborer un cahier des charges.

Par ailleurs, Mme QUILLIEN précise que la procédure va évoluer. Toujours par souci d'amélioration, un travail en amont avec les proviseurs des EPLE sera effectué.

La Carte des Formations reçoit un avis favorable (18 pour – 6 abstentions - 4 contre)

M. METAIRIE, nouveau correspondant régional CNCP pour la Normandie, présente sa mission qui consiste à informer et accompagner les organismes de formation qui souhaitent inscrire leurs certifications au répertoire national des certifications professionnelles. Il présentera les dossiers dans le cadre de la commission 1 du Crefop afin que les membres puissent prononcer un avis sur 4 critères principaux :

- La cible professionnelle proposée ;
- L'insertion professionnelle ;

- L'ingénierie de certification ;
- Ce qui est prévu dans le cadre de la VAE.

A ce jour, M. METAIRIE recense 12 dossiers : 3 en cours d'instruction, 3 dossiers recevables, 2 dossiers en cours d'accompagnement et 4 dossiers à venir.

Présentation du schéma régional des formations sanitaires et sociales :

Mme LANCIAU présente le document n° 3 du dossier. Ce schéma sera présenté aux élus lors de l'Assemblée Plénière de février.

Mme ROCHE transmettra une note synthétique afin de souligner les points positifs du schéma :

- Renforcement de l'attractivité des métiers dans une période de grands changements des politiques publiques dans ce secteur ;
- Souplesse indispensable à ce jour pour permettre aux professionnels de pouvoir évoluer ;
- Passerelles interbranches entre les différents dispositifs de formation.

La parole est donnée à M. G. LÉBOUCHER. Le CESER a déjà débattu et donné son avis sur le schéma régional. M. G. LÉBOUCHER précise que de nouvelles données seront fournies à la suite des prochaines réunions de la commission 2 du CESER.

M. CHOULANT regrette que le texte final du Schéma régional des formations sanitaires et sociales n'ait été porté à la connaissance des membres du CREFOP qu'hier en fin d'après-midi. Ce SRFSS aurait également dû être présenté en Commission 6 puisqu'il est en lien direct avec le CPRDFOP.

M. CHOULANT souhaite savoir comment il est encore possible de contribuer à ce schéma régional.

La CFDT s'abstiendra sur ce schéma régional, n'ayant pas eu matériellement le temps de se l'approprier.

M. D. LÉBOUCHER répond que des contributions peuvent encore être transmises dans les 10 prochains jours.

Les orientations reçoivent un avis favorable (6 abstentions).

Etat de la mobilisation du FSE (instructions Etat et Région) :

Messieurs LAGRANGE et MAILLARD présentent le document n° 4 du dossier.

M. RICCI souhaiterait savoir s'il est vrai que la Direccte de Normandie fait l'objet d'une procédure temporelle qui suspend tout versement de subventions.

M. RUDANT confirme qu'une telle mesure de suspension de certification a en effet été notifiée mi-2018 à la Direccte de Normandie pour le PON FSE de l'ex Basse Normandie. Un plan d'actions a été présenté à la DGEFP par la Direccte. Il est en cours de réalisation afin d'obtenir dans les meilleurs délais la levée de cette suspension de certification.

La DIRECCTE est particulièrement attentive à la situation des structures, notamment de type associatif, dont la situation financière pourrait être fragilisée

Chiffres clés de la Région en matière de formation professionnelle et d'apprentissage :

M. D. LÉBOUCHER présente le document n° 5 du dossier.

Mme SAINTEMARIE tient à préciser que les Missions Locales accompagnent les jeunes, elles ne les accueillent pas uniquement. Le travail des Missions Locales n'est pas le même que celui de la Cité des Métiers.

Point sur la mise en œuvre des politiques publiques de l'emploi par l'Etat :

M. RUDANT présente le document n° 6 du dossier.

Cette présentation n'appelle pas de remarques particulières de la part des membres du CREFOP.

Réorganisation du Crefop :

M. LAOUENAN présente la proposition de réécriture de l'article 14-2 du règlement intérieur du Crefop (cf document remis sur table) et l'évolution d'organisation des commissions :

- Commission 1 : Qualité, développement des compétences et des qualifications :
  - Présidence : Françoise DURAND
  - Vice-Présidence : Denis LÉBOUCHER
- Commission 2 : Orientations, carte des formations, suivi du CPRDFOP et évaluation
  - Présidence : Joëlle QUILLIEN
  - Vice-Présidence : Olivier VARTERESSIAN
- Commission 3 : Territoires
  - Présidence : Jean-Luc MICHEL
  - Vice-Présidence : Philippe LAGRANGE
- Commission 4 : Emploi – Economie
  - Présidence : Gaëtan RUDANT
  - Vice-Présidence : Gilles RICCI

La dimension « comptes » de l'ancienne commission 3 sera suivie par un groupe de travail adossé au Bureau.

Un groupe de travail technique sur la feuille de route s'est réuni une première fois le 8 décembre. La feuille de route devrait être finalisée courant février.

M. LAOUENAN propose que les Présidents et les Vice-Présidents des commissions échangent sur les champs d'intervention des commissions.

M. SALVI informe les membres du Comité Plénier de la fin de son mandat au 31 décembre. Il sera remplacé par M. Éric ANQUETIL qui prendra également la Vice-Présidence du collège des salariés.

La nouvelle organisation des commissions et la réécriture de l'article 14-2 du règlement intérieur sont adoptées (3 abstentions).

Liste CPF :

Aucune nouvelle demande n'a été faite, ce point est par conséquent sans objet.

L'ordre du jour étant épuisé, en l'absence de questions, les Co-Présidents lèvent la séance.

Annexe au compte rendu reprenant les déclarations faites lors du Comité Plénier du Crefop
du 20 décembre 2017 sur l'évolution de la carte des formations

Déclaration de la FSU

La carte des formations qui nous est présentée fait apparaître 59 ouvertures en apprentissage pour 113 demandes (dont 20 considérées comme irrecevables) et ... 6 ouvertures sous statut scolaire pour 39 demandes. Si on ajoute cinq ouvertures en mixité (qui pour trois d'entre elles sont des ouvertures en apprentissage dans le cadre d'une mixité de parcours), nous aurons évidemment compris que la technostructure régionale affirme par cette carte les priorités définies au CRDFOP qui font de l'apprentissage l'alpha et l'oméga de la formation professionnelle dans cette région.

On a fait remarquer aux représentant-e-s de la FSU lors de la réunion de la commission 6 que les demandes d'ouverture sous statut scolaire étaient moins nombreuses que celles concernant l'apprentissage. Certes, mais force est de constater que le taux de satisfaction est largement à l'avantage de ce dernier.

Comment s'en étonner quand le Rectorat rappelle, au cours de cette même réunion n'avoir aucun pouvoir sur les ouvertures en apprentissage alors que la Région partage elle avec le Rectorat la responsabilité des ouvertures sous statut scolaire ? Comment s'en étonner alors même que les ouvertures sous statut scolaire sont contingentées par un strict redéploiement et donc que l'obtention d'une ouverture se traduit par une fermeture ailleurs, ce qui explique le faible nombre de demandes ?

C'est ce jeu perdant pour le service public et les usagers qu'il faut, selon la FSU, stopper. Bien sûr, les projets gouvernementaux constitueraient, s'ils étaient confirmés et menés à terme, une aggravation considérable de la situation avec le transfert de l'apprentissage aux branches. Mais la voie du tout apprentissage, quel qu'en soit le pilote, a été ouverte depuis longtemps par notre Région, toutes majorités confondues. Les usagers, attachés à un service public d'éducation comprenant une voie professionnelle forte et accessible sur tout le territoire pourraient dans les prochains mois le rappeler.

Déclaration du Coparef

La Région Normandie et le Rectorat ont présenté aux membres du comité plénier du COPAREF NORMANDIE du 19 décembre 2017 l'évolution de la carte des formations initiales sous statut scolaire et sous apprentissage pour la rentrée 2018.

Les membres du COPAREF ont apprécié la qualité de la présentation qui a donné lieu à des échanges entre les membres du COPAREF puis à la formulation d'observations.

Le COPAREF NORMANDIE souligne :

- *La cohérence du calendrier au regard de ce qui avait été avancé en CPRDFOP*

- *La qualité des documents remis qui souligne l'ampleur de la tâche pour les services de la Région et du Rectorat.*
- *Les membres soulignent les efforts fournis par les établissements CFA sur la maîtrise des coûts des demandes d'ouverture. Il est très souvent avancé par les services de la région « Sans financement complémentaire », avec une logique de priorité cohérente selon les territoires.*

Toutefois, au-delà de ce qui a été avancé, les membres du COPAREF souhaitent des points d'amélioration sur :

- *Une meilleure concertation avant même l'instruction des dossiers entre les Branches et le Rectorat concernant la carte scolaire . une co construction est attendue pour avancer la concertation.*
- *Que les demandes des établissements scolaires soient davantage inscrites sur le besoin socio économiques de leur territoire en lien avec les travaux des Observatoires de branches et de l'Oref.*

Aussi, il avait été annoncé qu'un bilan serait réalisé sur la carte 2017, qu'en est-il ? Egalement, il avait été évoqué une évaluation sur la mixité des parcours lors d'une commission du CREFOP or les partenaires sociaux n'en ont pas eu connaissance à ce jour.

En conclusion, Le COPAREF NORMANDIE prend acte de la carte des formations et de son évolution pour l'année 2017 en Normandie mais s'abstient à l'unanimité.

Déclaration de la CGT

Tout d'abord, la CGT s'associe à la déclaration de la FSU, notamment sur le déséquilibre des ouvertures apprentissage/statut scolaire encore plus important cette année. Nous remarquons que les fermetures ne figurent plus dans la carte. Qu'en est-il donc des fermetures ? Nous rappelons également que les contingentements dans certaines filières de Lycée Professionnel n'apparaissent pas. Par exemple, dans de nombreux établissements scolaires de la Région, les capacités des bacs pros GA sont réduites année après année. Ces contingentements s'apparentent pour nous à des fermetures déguisées.

Concernant les ouvertures en mixité, nous portons à l'attention de l'assemblée qu'elles se font la plupart du temps contre l'avis des personnels, mais que de guerre lasse, ceux-ci finissent par s'y résoudre pour des questions de maintien de postes.

La mixité pose la question de la continuité de la formation. Par exemple, concernant l'ouverture en mixité du BTS au lycée Guehenno de Flers (12 places), quelles solutions seront proposées aux élèves de deuxième année qui n'auront pas de contrat ? Il existe des précédents sur lesquels on ne peut faire l'impasse. Par exemple, la deuxième année du CAP métallerie dans le même établissement ne compte que 2 apprentis, sur les 12 élèves présents l'année précédente en statut scolaire. Que sont devenus les 10 autres ? Ils ont dû pour la plupart changer de formation ou la poursuivre dans le meilleur des cas dans un autre établissement bien loin de Flers. La même question vaut pour l'ouverture du bac pro au lycée Curie de Saint Lô.

Nous rappelons que nous ne sommes pas contre les ouvertures en apprentissage dans les établissements scolaires, mais que celles-ci doivent se faire dans de bonnes conditions. La mixité n'est pas satisfaisante. Deux groupes distincts, l'un sous statut scolaire, l'autre en apprentissage doivent être créés pour garantir les bonnes conditions de formation et sa continuité.

Nous interpelons également l'Etat sur le "plan étudiant", réforme d'entrée à l'université qui selon nous généralise la sélection à l'ensemble des filières du supérieur. C'est une mauvaise réponse à un vrai problème démographique, conséquence d'un regain de natalité au virage des années 2000. Là encore, avec une carte des formations qui évolue peu, en dehors de l'apprentissage, de nombreux bacheliers risquent de se retrouver sans solution.